

## QUATRIÈME ÉDITION DE PHARMADAYS

## Le générique ne fait pas encore recette

**Pourquoi le générique n'a-t-il pas pris une place prépondérante dans le marché algérien ? C'est la problématique débattue lors de la quatrième édition de Pharmadays, organisée par le groupe Zedpharm à Marrakech.**

**De notre envoyée spéciale à Marrakech : I. Tir**

Les professionnels du médicament ont recommandé certaines mesures en tenant compte de la réalité du marché du générique qui officiellement est estimé à 37 % mais ne dépasse pas réellement les 18 %.

Dans la chaîne de la promotion du générique, tous les maillons sont nécessaires et doivent collaborer en parfaite harmonie surtout que le citoyen reste mal informé. Le pharmacien étant l'un de ces acteurs, son rôle est d'autant plus important qu'il a le droit de substitution.

Le prescripteur conserve toute la responsabilité de sa prescription, puisqu'il a choisi le principe avec le dosage, la posologie, et la durée du traitement. Le pharmacien demeure, quant à lui, responsable de

la dispensation, c'est-à-dire du contrôle de la prescription et de son exécution.

Lors de ce congrès où un nombre important de pharmaciens a été convié, il a été signalé que contrairement aux médecins, une très grande majorité de pharmaciens d'officine délivrent régulièrement le générique, 45 % souvent et 55 % systématiquement.

Cependant, les freins à la délivrance sont, selon les pharmaciens interrogés, la réticence du patient pour 82 % d'entre eux, l'appartenance du médicament pour 50 % et l'opposition du prescripteur pour 46 %.

Selon le P<sup>r</sup> Belmahi, toxicologue et membre du Comité national de pharmacovigilance, un sondage réalisé auprès de quelques médecins et pharmaciens de trois wilayas de l'Est a démontré qu'un médecin sur quatre déclare que les médica-

ments génériques ont modifié leur relation avec leur patient, parmi ce groupe, 80 % déclarent qu'ils ont favorisé les échanges sur le coût et seulement 70 % sur le bon usage des médicaments.

Une étude sur le générique réalisée en France clôturée en avril 2007 et publiée par *Débat avenir de la santé* a démontré que seulement 67 % ne demandent pas spontanément le générique à leur pharmacien.

Pour ce qui est de la vente du générique en Algérie, le D<sup>r</sup> Zertal n'hésite pas à la qualifier de «timide» qui souligne qu'il faut sensibiliser les pharmaciens car le but n'est pas encore atteint. Pour le P-DG du groupe Zedpharm, «les solutions résident dans des mesures d'intéressement dont une marge bénéficiaire».

Pour sa part, le D<sup>r</sup> Djénane, président du Conseil de l'ordre des médecins de la région de Constantine et vice-président du Conseil national des méde-

cins, a précisé que «malgré le matraquage médiatique autour du générique, on constate qu'il n'arrive pas à prendre la place voulue à l'instar d'autres pays comme l'Afrique du Sud et l'Égypte par exemple qui sont à 50 % de l'utilisation du générique».

Il doit y avoir une stratégie claire basée, selon notre interlocuteur, sur trois volets : la bataille de la promotion, le tarif de référence et le déremboursement ou ce qu'il appelle service médical rendu.

Sur un autre volet, le D<sup>r</sup> Zertal a estimé que le marché du médicament en Algérie est en pleine gestation à cause du passage vers l'économie de marché qui était prématuré et a entraîné cette anarchie. «Il faut protéger la production locale en mettant des balises juridiques, les solutions existent et il faut une réelle volonté pour faire la promotion du générique fabriqué localement, on pourra prendre l'exemple de la Tunisie pour sa centrale d'achats», a-t-

il expliqué. Et d'ajouter : «Pour restructurer le marché, il faut insister sur certaines normes, clarifier les tâches et respecter les normes internationales de la distribution.

Concernant les agréments, il ne faut pas les bloquer mais imposer un cahier des charges plus rigoureux.»

«En tant qu'industriel, la concurrence ne nous fait pas peur mais nous sommes déçus que de grands laboratoires ne font pas de la production mais seulement la distribution», a conclu le P-DG de Zedpharm.

Enfin, il est à préciser que la quatrième édition de Pharmadays a été consacrée au générique, a développé également un aspect important, celui de la stratégie marketing de l'entreprise officinale.

Un thème qui a intéressé de manière directe l'ensemble des pharmaciens qui ont pris part aux travaux de cette édition de Pharmadays qui s'est déroulée du 6 au 10 mai 2008.

I. T.

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU CHERCHEUR AMÉRICAIN CLAYTON SWISHER

## L'avenir de l'Etat de Palestine hypothéqué

**Dans une rencontre avec la presse algérienne, Clayton Swisher, chercheur américain spécialiste des études arabes, a estimé que dans l'ordre actuel des choses, l'instauration d'un Etat palestinien souverain est une chimère. Selon lui, cela est dû à l'appréciation de la question palestinienne par le gouvernement de George Bush.**

Le conférencier a affirmé que les conseillers du président américain semblent «ne pas vivre dans la même monde que nous.»

L'orateur n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour affirmer que la volonté politique n'exis-

te pas encore chez les Américains pour le règlement du problème palestinien. Le Proche-Orient, selon la vision de l'Administration Bush, c'est d'abord Israël entouré de 22 autres Etats. Quant aux rapports entre Israël et les USA, il les a

qualifiés de protectorat. «Israël se permet tous les écarts. Et quand ces écarts dépassent l'entendement, il s'en va demander la couverture des Etats-Unis d'Amérique», poursuit l'orateur.

Clayton Swisher a, par ailleurs, qualifié les démarches de l'ONU dans le cadre de la solution de la question palestinienne de vaines. Pis encore, les manœuvres de l'ONU sont employées pour servir de rideau à l'accomplissement

d'autres velléités d'ordre stratégique.

En outre, il a été expliqué que les Etats-Unis d'Amérique sont sous l'emprise de lobbies. L'un des plus puissants lobbies US est justement le lobby juif. A la question de savoir si la prochaine élection d'un nouveau chef d'Etat aux Etats-Unis allait changer quelque chose à la donne, Clayton Swisher a d'abord marqué un temps d'arrêt avant de préciser qu'aussi bien le candidat

Hilary Clinton que John Edwards ont des propensions pour le lobby juif. L'orateur est néanmoins resté circonspect quant au candidat Obama.

Au sujet des luttes intestines en Palestine, le conférencier a précisé qu'elles ne sont pas étrangères aux manipulations extérieures. «Il est clair que les Etats-Unis soutiennent le premier magistrat de la Palestine parce qu'il est derrière le mouvement du Fatah. Le Fatah étant lui-même une

faction rivale du Hamas.

Le reste est facile à deviner étant donné que le Hamas est soutenu par l'Iran. L'Iran étant à son tour le pays qui représente le plus de risques aux yeux de l'Administration Bush. Au terme de son intervention, Clayton Swisher a expliqué que les idées qu'il vient de développer sont ses visions propres et n'engagent en rien les organismes pour lesquels il travaille.

N. M.

VENTE ET SOUS-LOCATION  
DES LOGEMENTS SOCIAUXNoureddine Moussa menace  
les agences immobilières

Le ministre de l'Habitat et de la Construction s'est montré particulièrement ferme, hier, envers les agences immobilières qui proposent à leurs clients des logements sociaux. «Les propriétaires d'agences immobilières doivent comprendre que les logements sociaux sont financés par l'Etat et qu'ils sont donc incensurables. La loi interdit la vente de pas-de-porte et la sous-location de ce type de logements. Il faut mettre un terme à ces pratiques», a indiqué, sur un ton menaçant, Noureddine Moussa à l'occasion de la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI) qui s'est déroulée hier à l'ISGP de Bordj-El-Kiffan. Le ministre a précisé qu'un décret

exécutif régissant les activités des agences immobilières est actuellement en cours d'élaboration. «Actuellement, cette activité n'est régie que par le code de commerce. Le décret qui est en voie de finalisation est élaboré en partenariat avec le ministère du Commerce», a révélé Noureddine Moussa qui a également invité les membres de la FNAI à participer à l'élaboration de ce texte afin «de préserver au mieux les intérêts des collectivités et des propriétaires d'agences immobilières».

Notons par ailleurs que cette journée s'est poursuivie par la présentation d'une série de communications portant sur ce secteur.

T. H.

Communiqué du ministère  
des Ressources en eau

Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau, a reçu hier au siège de son département ministériel son excellence M. Bigali Necati Ahmet, ambassadeur de Turquie à Alger.

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont fait le point sur la coopération bilatérale notamment dans le domaine des ressources en eau. Elles se sont également engagées à œuvrer davantage pour intensifier les contacts entre les opérateurs des deux pays et de développer les relations et le partenariat notamment en matière de réalisation et de gestion des ouvrages hydrauliques (barrages, transferts et épuration des eaux usées).

Il est à signaler la présence en Algérie de plusieurs entreprises turques exerçant dans le secteur de l'hydraulique.

Par ailleurs, Monsieur l'ambassadeur a remis au ministre des Ressources en eau une invitation pour une visite en Turquie sachant que le 5<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau se tiendra du 16 au 22 mars 2009 à Istanbul et l'Algérie, qui en est membre actif, y participera.